



Investir dans la sécurité en eau pour une croissance et un développement résilients au changement climatique

Résumé – Cadre stratégique pour la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique

Messages clés :

- L'eau est au cœur de la croissance économique et du développement, pourtant la plupart des pays d'Afrique sont loin d'avoir atteint la sécurité en eau et l'arrivée du changement climatique va encore compromettre leurs perspectives.
- Garantir la sécurité en eau grâce à une gestion plus performante des ressources en eau contribue aux objectifs de développement, à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes – aujourd'hui mais aussi pour l'avenir.
- Le coût économique de l'inaction et des investissements sabordés par un manque d'eau et les impacts du changement climatique pourrait être très élevé.
- Un Cadre pour la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique a été élaboré par l'Union africaine et par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (*African Ministers' Council on Water, AMCOW*).
- Le Cadre appuie la mise en œuvre des engagements énoncés en 2008 par les chefs d'État et de gouvernement africains dans la Déclaration de Charm el-Cheikh sur l'eau et l'assainissement.
- Le Cadre n'est pas un processus complètement nouveau mais il renforce et affine les processus existants afin d'intégrer à la croissance et au développement la résilience au changement climatique.

L'eau est un intrant clé des secteurs qui impulsent la croissance économique et elle contribue à l'emploi, à la création de postes et au produit intérieur brut (PIB). L'eau est au cœur des objectifs de développement de la plupart des secteurs – par exemple la santé, l'énergie, l'agriculture, l'environnement, les activités extractives, l'industrie et la protection sociale. Pourtant, la plupart des pays d'Afrique sont loin d'avoir atteint la sécurité en eau et l'arrivée du changement climatique va encore compromettre leurs perspectives. Garantir la sécurité en eau grâce à une gestion plus performante des ressources en eau contribue aux objectifs de développement, à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes.

Pourquoi la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique ?

La compétitivité des pays est accrue par l'amélioration de la sécurité en eau. « *La faible capacité de l'Afrique à amortir les effets de la variabilité hydrologique et du caractère imprévisible des précipitations et de l'écoulement peut encourager un comportement réfractaire au risque à tous les niveaux de l'économie. Elle décourage les investissements dans le foncier, les technologies de pointe ou l'agriculture. Le manque de fiabilité des ressources en eau a aussi un effet dissuasif sensible sur les investissements dans l'industrie et les services* ». La sécurité en eau, ou plutôt le manque de sécurité en eau, est donc perçu comme un risque pour l'économie et le développement mais aussi comme un risque pour les entreprises.

Le changement climatique menace la sécurité en eau du continent – avec des impacts prévus sur les ressources en eau et une intensification de

la gravité des catastrophes naturelles, y compris les inondations et les sécheresses. Il semble très probable que les températures vont augmenter dans toute l'Afrique, à un taux supérieur à la hausse moyenne mondiale. Le régime de précipitations va se modifier, certaines régions voyant une hausse de la pluviosité tandis que d'autres accuseront une baisse ; quant aux orages, aux pluies intenses et aux vagues de chaleur, ils vont probablement aussi gagner en intensité. Comme bon nombre des villes du littoral sont d'importants centres urbains, la hausse prévue du niveau de la mer va accroître la vulnérabilité aux inondations et autres risques induits par le climat.

Le Fonds monétaire international (FMI)² a mis en garde sur le fait que la détérioration des conditions climatiques pourrait freiner la croissance du PIB en raison des réductions de la production et de la productivité, en particulier dans les pays les moins avancés (PMA) et dans des secteurs comme l'agriculture, la pêche, le tourisme et autres, fortement tributaires de l'eau.

1 Foster V. et Briceño-Garmendia C. 2010. *Infrastructures africaines : Une transformation impérative*. Banque mondiale, p. 272.

2 Fiche technique du FMI. Septembre 2011. *Climate Change and the IMF*. Disponible sur : <http://www.imf.org/external/npl/exr/facts/enviro.htm>

La sécheresse en Afrique subsaharienne est un risque climatique prédominant. Elle détruit les moyens de subsistance économiques et les sources d'alimentation des agriculteurs et entraîne des effets négatifs importants sur la croissance du PIB dans un tiers des pays de la région³. Les inondations occasionnent aussi des dégâts importants aux infrastructures et aux transports et, par conséquent, au niveau de la circulation des biens et des services. Elles contaminent les ressources en eau et accroissent le risque d'épidémies dues à des maladies hydriques comme le choléra⁴. Au Kenya, les inondations de 1997-98 ont provoqué une baisse de 11 % du PIB et la sécheresse de 1999-2000 un nouveau repli de 16 % du PIB⁵. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en Éthiopie a accusé un repli à hauteur de 38 % en raison de la variabilité du climat.

Les expériences de ce type constituent un avertissement dégrisant de ce qui pourrait nous attendre en raison des changements climatiques qui semblent de plus en plus probables. Pour beaucoup de pays, le changement climatique implique l'aggravation de fluctuations climatiques déjà familières, accompagnée de nouvelles menaces et de nouveaux risques.

Que peut-on faire pour accroître la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique ?

Pour soutenir les créations de postes, l'emploi, la croissance économique et la stabilité sociale, les dirigeants africains d'aujourd'hui et de demain doivent prendre des décisions en matière d'investissements qui promeuvent la sécurité en eau ainsi qu'une croissance et un développement résilients au changement climatique. Ces investissements sont essentiels pour gérer la variabilité actuelle du climat et ses impacts sur les secteurs de production, mais aussi pour préparer l'adaptation aux changements climatiques à

plus longue échéance qui risquent de modifier la disponibilité des ressources en eau.

Gérer les risques climatiques actuels et futurs exige un portefeuille équilibré de mesures. Parmi celles-ci figureront des investissements à court terme pour une mise en œuvre immédiate et des mesures à plus longue échéance tandis que le changement climatique deviendra plus manifeste. Des stratégies, des plans et des investissements qui favorisent une gestion saine des ressources en eau constituent un moyen rentable de fournir des bénéfices immédiats de développement tout en augmentant la résilience au changement climatique à plus long terme.

L'adaptation au changement climatique bénéficiera de la priorisation d'investissements qui donnent de bons résultats dans une gamme complète de scénarios climatiques. On parle alors d'investissements sans regret/à faibles regrets et ils constituent une recommandation clé du GIEC concernant la gestion du risque climatique (voir l'Encadré 1). L'accélération de ces investissements permet de prendre des mesures dès maintenant pour gérer les risques climatiques actuels et futurs, malgré les incertitudes qui planent sur l'évolution du climat.

Les mesures potentielles sans regret/à faibles regrets veilleraient à ce que les investissements économiquement productifs soient plus robustes, par exemple pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement, les systèmes de drainage et d'irrigation et la protection contre les inondations, entre autres. De telles mesures pourront comprendre la protection des infrastructures contre les risques climatiques; la modification des paramètres de conception; la révision des normes de construction; des campagnes d'éducation et de sensibilisation; des systèmes d'alerte rapide; une meilleure communication entre les décideurs et les citoyens locaux; la gestion des bassins versants; l'aménagement du territoire; ainsi que la gestion et la remise en état des écosystèmes.

Encadré 1

Classification des investissements

Il est possible de classer les investissements en fonction de leur sensibilité au changement climatique :

- Les programmes **sans regret/à faibles regrets** ne sont pas affectés par le changement climatique ou donneront un rendement acceptable quel que soit le scénario climatique qui se matérialise.
- Les programmes **justifiés par le changement climatique** ne donnent un rendement acceptable que si un certain degré de changement climatique se matérialise.
- Les programmes **risqués face au changement climatique** donnent un bon rendement en l'absence de changement climatique mais présentent une rentabilité faible si le changement climatique se matérialise.



3 WWAP (Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau). 2012. *4^e Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risque. Aperçu des messages clés*. UNESCO, Paris, France.

4 Ibid.

5 Lenton, R. et Muller, M. (eds). 2009. *IWRM in Practice*. GWP, Earthscan, Royaume-Uni.

6 GIEC. 2012. *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation*. A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Field, C.B., Barros, V., Stocker, T.F., Qin, D., Dokken, D.J., Ebi, K.L., Mastrandrea, M.D., Mach, K.J., Plattner, G.-K., Allen, S.K., Tignor, M. et Midgley, P.M. (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis.

Un Cadre pour la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique

Buts et objectifs

L'Union africaine (UA), par le biais du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (*African Ministers' Council on Water, AMCOW*), a élaboré un Cadre pour la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique. Ce Cadre est un outil pour aider ses utilisateurs à identifier et à élaborer des stratégies d'investissement sans regret/à faibles regrets, intégrer celles-ci aux processus de planification et influencer les activités futures de développement de manière à ce qu'elles deviennent plus résilientes à la variabilité et au changement climatiques. Le Cadre s'appuie sur les travaux réalisés dans nombre de pays depuis 2002 sur les plans de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Il permet aussi d'identifier des stratégies en vue de financer ces investissements, stratégies qui exploitent les nouveaux fonds offrant un mode de financement de l'adaptation au changement climatique en association à des financements en provenance de sources classiques.

Utilisateurs cibles

La sécurité en eau et la résilience au changement climatique doivent être intégrées à tous les niveaux – transfrontalier comme national et

infranational. Le Cadre s'adresse aux professionnels expérimentés et aux personnes chargées de prendre des décisions en matière d'investissements ou qui peuvent exercer une influence sur la planification, la budgétisation et les investissements.

Le Cadre est pertinent pour une grande variété de secteurs tributaires des ressources en eau – approvisionnement en eau potable et assainissement, agriculture, énergie, environnement, santé, tourisme, industrie, activités extractives et autres. Il est aussi pertinent pour les bailleurs de fonds, les IFI et autres conseillers et experts en coopération au développement.

Le Cadre

Le Cadre est axé sur un processus itératif et cyclique de prise de décisions divisé en quatre phases (voir la Figure 1). La nature générique du cycle confère suffisamment de souplesse pour permettre son application à une grande variété de niveaux de planification et pour tenir compte du large éventail de contextes institutionnels que l'on trouve en Afrique. Il ne s'agit pas d'un processus complètement nouveau mais il renforce et affine les processus existants afin d'intégrer à la croissance et au développement la résilience au changement climatique.

Phase 1 – Comprendre le problème

La phase 1 a pour objectif de produire des arguments convaincants pour investir dans la sécurité en eau en faveur d'un développement

résilient au changement climatique, d'identifier les parties prenantes ainsi que leurs rôles aux étapes ultérieures et de recenser les études et données à analyser à la phase 2.

Phase 2 – Identifier et évaluer les options

La phase 2 a pour objectif de produire des arguments convaincants pour investir dans la sécurité en eau en faveur d'un développement résilient au changement climatique, d'identifier les parties prenantes ainsi que leurs rôles aux étapes ultérieures et de recenser les études et données à analyser à la phase 2.

Phase 3 – Mettre en œuvre les solutions

La phase 3 a pour objectif de prendre le portefeuille équilibré d'options d'investissements sans regret/à faibles regrets et de les intégrer aux systèmes existants de planification du développement et aux processus de mise en œuvre de projet. Le but n'est pas de démarrer un processus de planification totalement nouveau. Par ailleurs, les stratégies de financement de ces investissements sont mises au point. L'intégration de la résilience climatique aux processus de planification du développement est recommandée comme mesure à plus long terme.

Phase 4 – Assurer le suivi et aller de l'avant

La phase 4 a pour objectif d'examiner l'application du processus du Cadre, de tirer parti des nouvelles compétences et d'améliorer les cycles itératifs futurs. Il est recommandé de mettre en place un

Comprendre le problème

Présenter des arguments en faveur de la résilience climatique
Recueillir les points de vue des parties prenantes
Évaluations de la vulnérabilité au climat et des impacts du changement climatique afin d'informer les décideurs

Identifier et évaluer les options

Identifier les occasions d'intégrer la résilience aux activités de développement en cours
Identifier des opportunités d'investissements nouvelles et innovantes
Trier les idées, évaluer leur robustesse et présenter des arguments économiques en faveur d'un portefeuille équilibré d'investissements sans regret/à faibles regrets

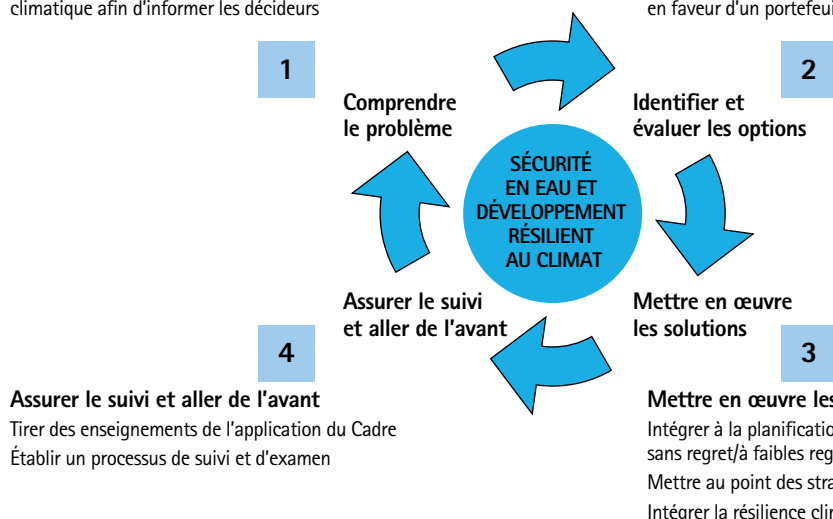


Figure 1. Le cycle du Cadre.

système de suivi des progrès dans la mise en œuvre des investissements. L'application du Cadre aidera les utilisateurs à :

- identifier et mettre au point des investissements sans regret/à faibles regrets, et les stratégies de financement associées, alignés sur les priorités et les objectifs nationaux de développement dans un large éventail d'intérêts sectoriels et sous-sectoriels ;
- veiller à ce que les mesures et les investissements tiennent compte des plans actuels de GIRE, mais aussi des risques et conditions climatiques futurs, des trajectoires de développement socio-économique et des tendances de l'utilisation des ressources en eau ;
- promouvoir une prise de décisions robuste et pragmatique pour veiller à ce que les investissements engendrent des bénéfices dans une grande variété de scénarios climatiques et socio-économiques futurs possibles ;
- renforcer les trajectoires de développement qui sont fermement ancrées dans le développement durable et qui facilitent les transitions vers une écologisation des économies ;
- accroître les investissements dans la sécurité en eau et la résilience au changement climatique issus d'une variété de sources de financement nationales et internationales.

Références clés

Foster, V. et Briceño-Garmendia, C. 2010.

Infrastructures africaines : Une transformation impérative. Banque mondiale, p. 272.

Banque africaine de développement. 2011. *The Cost of Adaptation to Climate Change in Africa*.

Groupe de travail Finance de l'Initiative européenne pour l'eau. 2010. *Planification financière stratégique pour l'alimentation en eau et l'assainissement en Afrique*. Mai 2010. Disponible sur www.euwi.net/wg/finance



Recommandations

Les conseillers et décideurs de haut niveau sont encouragés à accroître la priorité qu'ils accordent à la sécurité en eau ainsi qu'à la croissance et un développement résilients au changement climatique. De surcroît, ils sont invités à tirer parti du Cadre et à en cautionner l'usage afin d'appuyer les objectifs suivants :

- Identifier et mettre au point des investissements sans regret/à faibles regrets et prioriser ceux-ci dans les processus existants de planification, de budgétisation et de financement du développement.
- Influencer les activités actuelles et futures de planification du développement de manière à ce qu'elles deviennent plus résilientes à la variabilité et au changement climatiques.
- Accroître les investissements intérieurs et extérieurs en faveur de la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique.
- Identifier des stratégies innovantes de financement des investissements, exploiter les opportunités offertes par les fonds qui proposent de financer l'adaptation au changement climatique en association à des sources classiques de financement.

Lectures complémentaires recommandées :

Pour obtenir un complément d'information sur le Cadre et son application, le lecteur pourra consulter les documents suivants :

GWP/AMCOW. 2012. *Sécurité en eau et développement résilient au changement climatique : Cadre stratégique*. GWP, Stockholm, Suède.

GWP/AMCOW. 2012. *Sécurité en eau et développement résilient au changement climatique : Document d'information technique*. GWP, Stockholm, Suède.



Alliance pour le Climat
et le Développement

Ce document est produit à partir d'un projet financé par le Département britannique pour le développement international (*Department for International Development, DFID*) au bénéfice des pays en développement. Toutefois, les points de vue exprimés dans ce document et les informations qu'il renferme n'engagent nullement le DFID ou les membres de l'Alliance pour le Climat et le Développement* (*Climate and Development Knowledge Network, CDKN*), qui n'acceptent aucune responsabilité pour les opinions, l'intégrité ou l'exactitude des informations présentées ici ni pour la confiance qui pourrait leur être accordée.

* L'Alliance pour le Climat et le Développement (*Climate and Development Knowledge Network, CDKN*) est financée par le Département britannique pour le développement international et le ministère néerlandais des Affaires étrangères ; cette alliance est dirigée et administrée par PricewaterhouseCoopers LLP. PricewaterhouseCoopers LLP est assisté dans la gestion de CDKN par un collectif d'organisations comprenant l'*Overseas Development Institute*, la *Fundación Futuro Latinoamericana*, *SouthSouthNorth*, *LEAD International* et *INTRAC*.

Pour un complément d'information, consulter :
www.amcow-online.org | www.gwp.org

soutenu par la

Coopération Autrichienne
pour le Développement